

# L'UNION EUROPÉENNE

RÉMI FOGÈRES

Bronx Journal Staff Reporter

L'Europe, lentement mais sûrement. Dans moins d'un an en tout cas c'est chose sûre: la monnaie unique européenne, l'Euro, entrera en vigueur. Un beau symbole d'unité...qui reste néanmoins illusoire. En effet derrière le strass de l'Euro, c'est la berezina la plus totale. C'est en tout cas ce que nous a montré le dernier congrès des pays de l'Union Européenne qui eut lieu à Nice en décembre dernier. Ce congrès avait été annoncé comme historique par ses organisateurs. D'historique il n'y eut que l'échec cuisant. Pendant plus d'une semaine les différents gouvernements européens nous ont offert un bien triste spectacle.

Le principal écueil du congrès concernait la majorité qualifiée: toutes les délibérations du Conseil doivent être prises à la majorité qualifiée, c'est-à-dire en tenant compte du poids démographique différent de chacun des pays. La France propose alors de garder le même nombre de voix (30) que les autres "grands" de l'Union européenne (Italie, Grande Bretagne et Allemagne) en dépit de leur vaste différence de population (la France dénombre aujourd'hui 60 millions d'habitants alors que l'Allemagne en a 82 millions).

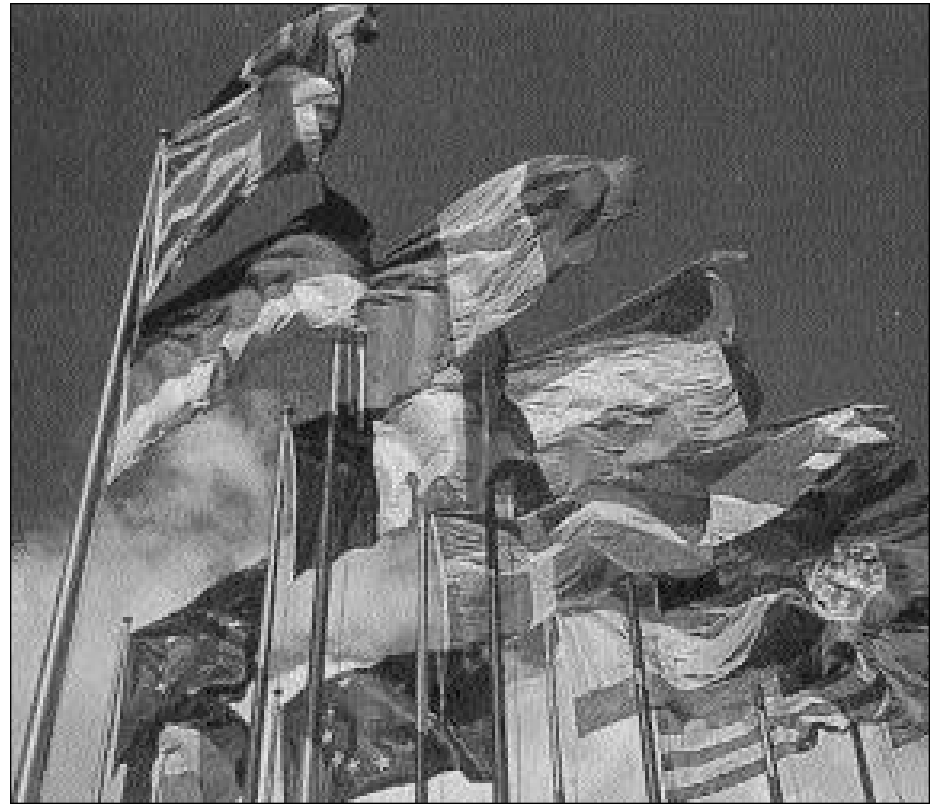
Du coup les "petits" pays se sont lancés dans un véritable comptage d'apothicaire. La Belgique refuse de perdre une voix par rapport aux Pays-Bas sous menace de claquer la porte. Jusqu'à présent ces deux voisins avaient le même poids, hors pour les belges ce décrochage d'une voix n'est acceptable qu'à condition que tout le monde se l'applique: en clair l'Allemagne doit avoir plus de voix que les autres grands en raison de sa supériorité démographique.

Les Polonais (qui ne font partie de l'Union Européenne qu'à titre de candidat officiel), se plaignent déjà de leur deux voix d'écart avec l'Espagne (qui les devance de 700000 habitants seulement). Autre illogisme, la Roumanie n'a que deux voix de plus que la Hongrie, malgré 11 millions d'habitants en plus.

Il semblerait que la France soit au coeur des reproches. "La présidence française se montrant incapable de prendre note du mécontentement de plusieurs pays" comme s'est plaint le secrétaire d'Etat portugais aux affaires européennes Francisco Seixas Da Costa. Hubert Vedrine, fort peu bavard auprès des journalistes pendant toute la durée du conseil, déclarait que les quinze "sont sur un chemin de halage et la France est dans le rôle du cheval".

Un autre sujet a fait plancher les représentants des gouvernements pendant bien des heures. Il s'agit de la Commission Européenne. Chaque pays tient à avoir son représentant au sein de la commission. Pour l'heure, le nombre de commissaires ne pose pas de problème. Il en sera autrement dès que l'Union comportera 27 membres. Le résultat sera donc le suivant: jusqu'à 27 membres, chaque Etat pourra prétendre à un commissaire. Par la suite, ce nombre sera inférieur à 27 et basé sur un système de rotation. Dès 2005, les cinq pays qui ont actuellement deux commissaires n'en auront plus qu'un.

D'autre part un nouvel accord concernant les coopérations forcées a été signé. Il vise à faciliter et permettre à certains pays de passer des accords entre eux sans que les



FILE



FILE

autres membres de l'Union ne s'y opposent. La seule condition est d'être au moins 8 Etats.

A part ces deux petits accords qui n'ont rien d'une avancée historique dans l'histoire de la construction Européenne, on aura bien compris que, au bout d'une semaine, tout était à reprendre depuis le début.

Les quinze chefs d'Etats et de gouvernement auront néanmoins réussi à battre un record: celui de la plus longue durée d'un conseil européen. Si bien qu'au bout de quatre jours, on angoissait non pas sur les clauses des traités mais sur le nombre de repas. En effet, Lenôtre avait prévu de fournir 40000 repas, les 50000 ont vite été atteints. Les membres des délégations (2000) et les journalistes (3000) ont englouti en moyenne 200 kilos de fromages, 8000 cafés, 4000 cocas et 2500 bières par jour. Au total, 30 tonnes de nourriture ont été avalées, le tout bien entendu au frais du contribuable français. En moyenne ce sommet aura coûté 100 millions de francs pour bien peu de chose.

Mais au delà de cette salade niçoise, il y a plus grave: ce sont des années de bonne

entente qui partent en lambeaux. Bien entendu, l'Union Européenne est aujourd'hui une réalité indéniable qui ne peut faire de pas en arrière. Mais c'est sur le plan des relations que les pertes sont les plus regrettables. Même les alliances traditionnelles ont volé en éclat. Le Benelux, s'est déchiré à pleine dents et les pays méditerranéens (Grèce, Italie, Espagne) se sont mis des batons dans les roues. Chacun n'a pas hésité un instant à laisser tomber son voisin sans le moindre scrupule. Gerhard Schroder, chancelier allemand disait dernièrement à propos des relations franco-germaniques: "des bonnes relations? quelles bonnes relations?"

Le seul consensus: le prochain rendez-vous des quinze aura lieu à Berlin en 2004. D'ici là les gouvernements auront le temps de se remettre des deboires de Nice. Claude Cabanes, éditorialiste à L'Humanité, écrivait à propos de cette calamiteuse semaine: "Il y a déjà une leçon à tirer de ces remugles de l'Acropolis de Nice, c'est que la construction européenne est une affaire trop sérieuse pour n'être confiée qu'à des chefs d'Etat et de gouvernement."

## Can't Read This Page Yet?

Study French at

# LEHMAN COLLEGE

with Professors  
Antoinette Blum  
Thomas Spear  
Lynne Van Voorhis  
Languages & Literatures



Tel: (718) 960-8215

Fax: (718) 960-8218